

Mauritanie

Performances macroéconomiques

Le taux de croissance du PIB réel était estimé à 3,5 % en 2017 et 2018 contre 1,8 % en 2016. Cette croissance a résulté notamment de l'agriculture irriguée, la pêche, les bâtiments et travaux publics, le redressement des cours des métaux et les activités manufacturières. Ce rebond devrait se poursuivre en 2019. L'inflation a respecté les limites de l'objectif de stabilité de prix, avec un niveau de 2,9 % en 2018. La position budgétaire demeure viable, avec un déficit estimée du solde budgétaire de 0,1 % du PIB en 2018, contre 0,0 % en 2017. Le déficit de la balance courante s'est creusé en 2018 par rapport à son niveau de 2017, passant de 14,4 % à 16 % du PIB, principalement en raison de la hausse des prix du pétrole.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

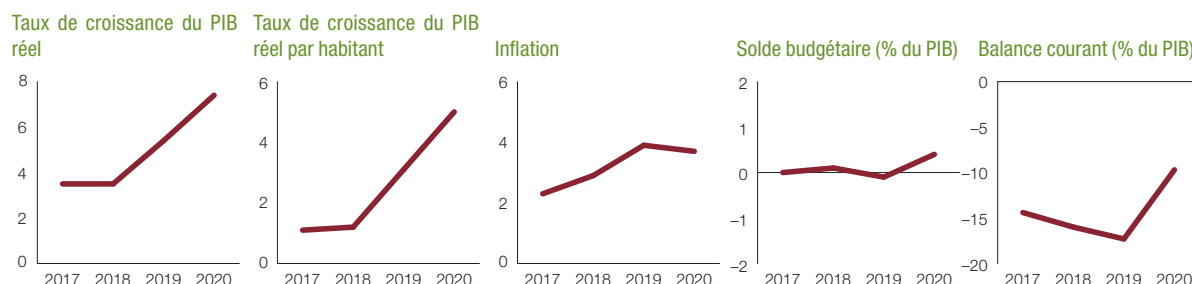
L'économie mauritanienne se porte relativement bien grâce aux réformes en cours. En effet, le pays figure parmi les 10 premiers réformateurs mondiaux, gagnant 26 places en seulement 3 ans dans le classement de Doing Business (du 176^e rang en 2015 au 150^e en 2018). Toutefois, le déséquilibre des comptes extérieurs perdure et demeure vulnérable aux chocs extérieurs.

Accélérer la transformation structurelle de l'économie est un des principaux défis de développement de la Mauritanie. Malgré les efforts des autorités, l'économie mauritanienne reste peu diversifiée. Au deuxième trimestre 2018, les exportations de fer, d'or et de cuivre ont représenté 47 % des exportations totales, rendant le pays vulnérable aux variations de leur prix. La mise en place d'un programme de réformes structurelles permettant le développement du secteur privé non extractif est essentielle pour stimuler les exportations et la croissance. Ces réformes devraient viser à maintenir la stabilité macroéconomique,

stimuler la formation du capital humain et d'une main-d'œuvre qualifiée, améliorer le climat des affaires ainsi que les infrastructures économiques afin de répondre aux besoins du secteur privé. Les taux de change nominal et réel de la Mauritanie se sont dépréciés durant les dernières années. Le pouvoir d'achat de la monnaie s'est détérioré de 24,2 en 2016 à -11,2 en 2017 à -12,4 en 2018.

La dette constitue également un important défi. Avec un ratio de la dette extérieure de 103,7 % du PIB en 2018, la Mauritanie est classée, selon le FMI, dans la catégorie des pays à risque élevé de surendettement. Par ailleurs, dans le cadre du programme de facilité élargie de crédit avec le FMI approuvé en décembre 2017, le pays ne s'est engagé à recourir aux prêts non concessionnels que pour un montant plafonné et pour le financement d'infrastructures économiques.

La Mauritanie s'est engagée depuis 2015 dans un vaste programme de réformes économiques. Les autorités mauritaniennes ont considérablement amélioré le climat des affaires pour promouvoir l'investissement privé. Depuis la chute marquée des cours du fer en 2014-15 qui a creusé le déficit budgétaire, les autorités ont amélioré l'efficacité de la gestion des finances publiques et fait adopter en mai 2018 la nouvelle loi de finances organique (LOLF) considérée comme la réforme structurelle la plus importante dans le cadre du « Schéma Directeur de la Réforme du Système de Gestion des Finances Publiques » (SDR-GFP) pour 2012-2016. De plus, ces réformes institutionnelles se sont accompagnées d'importants investissements dans les infrastructures économiques. Pour la première fois, l'investissement national dans des secteurs comme le développement rural et industriel a égalé l'investissement extérieur pour 2015-2017, ce qui reflète l'engagement et la volonté des autorités à accélérer l'atteinte des objectifs de développement du pays.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.